



BRIDGE BANK GROUP
CÔTE D'IVOIRE

Rapport d'Activités

2017

SOMMAIRE

1- ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE DIRECTION	P3
1.1- Actionnariat	P3
1.2- Conseil d'Administration	P3
1.3- Comité de Direction	P3
2- MESSAGE DU PRÉSIDENT	P4
3- COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2017	P5
4- PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	P21
5- ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017	P22
5.1- Bilan et hors bilan au 31 décembre 2017	P22
5.2- Compte d'exploitation au 31 décembre 2017	P24

1. ACTIONNARIAT, CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITE DE DIRECTION

1.1 Actionnariat

ACTIONNAIRE	POURCENTAGE
Bridge Group West Africa (BG WA)	96,47%
Divers actionnaires personnes physiques	3,53%
TOTAL	100%

1.2 Conseil d'Administration

PRÉNOM ET NOM	FONCTION
M. AMADOU KOUYATE	PRESIDENT
BRIDGE GROUP WEST AFRICA représentée par M. JEAN-CHARLES BESSE	ADMINISTRATEUR
M. PAUL DERREUMEUX	ADMINISTRATEUR
M. YIGO FALY THIAM	ADMINISTRATEUR
M. YERIM SOW	ADMINISTRATEUR
M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL
EL HADJ AMADOU GUEYE	ADMINISTRATEUR
M. BIRANE WANE	ADMINISTRATEUR
M. HICHEM GHANMI	ADMINISTRATEUR

1.3 Comité de Direction

PRÉNOM ET NOM	FONCTION
M. JEAN-PIERRE CARPENTIER	DIRECTEUR GENERAL
M. OSMANE HAMZA	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
M. MOHAMED HAMZA	DIRECTEUR BANQUE ENTREPRISES
M. FRANCK-XAVIER N'GUESSAN	DIRECTEUR PROJET DE TRANSFORMATION ET DE LA DIGITALISATION
M. RAHOUDA ZOROM	DIRECTEUR RISQUE ET JURIDIQUE
MME ROSELYNE KALOU	DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
M. KADER DIALLO	DIRECTEUR DU RESEAU ET DES PARTICULIERS
M. HENRI DATIE	DIRECTEUR DES MOYENS ET DU DÉVELOPPEMENT
MME MERCEDES KOUADIO-MOROKRO	DIRECTEUR AUDIT ET CONTROLE PERMANENT
M. PATNELLI CLOVIS	DIRECTEUR FINANCES ET TRESORERIE

2. Message du Président

Au cours de l'exercice 2017, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire a maintenu le cap de la croissance et de la rentabilité de ses activités, en réalisant des performances remarquables, en ce qui concerne ses principaux agrégats :

- **Le total bilan s'inscrit en hausse de 35 %, comparé à 2016, et en dépassement de 10,3 % sur les prévisions budgétaires ;**
- **Les ressources collectées auprès de la clientèle enregistrent, comme prévu au budget 2017, une hausse de 32 % par rapport à 2016 ;**
- **Les concours à la clientèle, en dépit d'un très léger décalage par rapport aux objectifs budgétaires (99 %), affichent, néanmoins, une progression de plus de 40 %, comparés à 2016 ;**
- **Le Produit Net Bancaire s'est accru de 10,5 % d'un exercice à l'autre et le résultat net, à 4 312 Millions, ressort en très nette hausse de 30 % , comparé à 2016 et en dépit d'un environnement concurrentiel difficile, qui a pesé, négativement, sur les taux de rémunération de nos concours ;**
- **Le coefficient d'exploitation, à 60,2 % (60,6 % en 2016), se situe à un niveau nettement inférieur aux projections budgétaires de 63 %, malgré la charge importante générée par l'achat de l'immeuble qui abrite le siège de la banque. Cette acquisition permet à la banque de se doter d'un actif immobilier extrêmement valorisant et de nature à conforter son bilan.**

Pour maintenir, voire accroître toute cette dynamique et rester collée aux évolutions règlementaires et aux exigences du marché, qui a enregistré la venue de nouveaux acteurs, notamment les émetteurs de monnaie électronique, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire a jugé nécessaire d'accélérer les importantes réformes en cours de mise en œuvre et d'opérer une révision de son plan de développement stratégique.

Désormais, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire fait de la digitalisation un axe majeur de sa stratégie. Ce concept, devenu incontournable pour notre profession, impactera tous les aspects de l'activité bancaire (commercial, opérationnel, infrastructurel...). Avec l'appui sans faille de ses actionnaires et de partenaires de renom, Bridge Bank Group Côte d'Ivoire s'engage résolument dans ce projet, avec la ferme volonté de figurer parmi les banques les plus innovantes.

Pour terminer, qu'il me soit permis, au nom du Conseil d'Administration, d'adresser mes remerciements les plus chaleureux au management et à l'ensemble des collaborateurs, pour leur implication, individuelle et collective, dans la conduite des différents chantiers ouverts au sein de la Banque, ainsi qu'à tous les partenaires qui nous accompagnent.

LE PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. AMADOU KOUYATE

3. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017

3.1 Environnement Professionnel

Dans un contexte de concurrence exacerbée, la BBG CI a légèrement conforté sa position au sein du secteur bancaire ivoirien, avec une part de marché dans la collecte des ressources auprès de la clientèle ayant progressé de 3,08 % en fin 2016, à 3,44% au 30 novembre 2017, ce qui la maintient au 9ème rang des banques de Côte d'Ivoire.

Dans le domaine des crédits accordés à la clientèle, la place de BBG CI est plus modeste puisqu'avec une part de marché de 2,73%, elle se situe au 10ème rang. En effet, une autre banque installée en Côte d'Ivoire mais faisant partie d'un réseau bancaire africain, intervient de façon plus soutenue dans la distribution des concours à la clientèle, en utilisant pour cela des ressources intra-groupe et en mutualisant avec les autres filiales implantées dans les pays voisins les risques et la trésorerie de concours importants.

La banque compte 6364 clients au 31 décembre 2017, ce qui correspond à une augmentation modérée au cours de l'année, se situant au niveau de la clientèle de la Direction du Réseau et des particuliers (DRP).

Il est à préciser qu'un nombre important de comptes de clients inactifs a été clôturé à notre initiative en 2017 et que par ailleurs une réaffectation de clients (entreprises pour la plupart) a été opérée entre la Direction Banque Entreprises (DBE) et la Direction du Réseau et des Particuliers (DRP), pour respecter les critères de répartitions de la clientèle retenus.

Le segment des Institutionnels a connu un réel essor en 2017, confirmant le développement de cette catégorie de clientèle, consécutif à la création d'une Division Commerciale qui lui est exclusivement dédiée.

L'extension de notre réseau s'est poursuivie en 2017, avec la création de trois nouvelles agences. Deux d'entre elles sont situées dans l'agglomération d'Abidjan, la première dans la commune de COCODY 8ème tranche, nouvelle zone d'urbanisation fortement peuplée avec une activité commerciale en croissance régulière. Dans les locaux abritant cette agence, ont également été logés des services supports de la Direction du Réseau et des Particuliers, ainsi que des espaces dédiés à la formation professionnelle.

La deuxième agence d'Abidjan s'est ouverte au sein du SEEN HOTEL, nouvel établissement hôtelier du Groupe TEYLIOM, avec pour mission de suivre et développer notre clientèle VIP, à l'aide de nouveaux produits adaptés (gestion patrimoniale, conciergerie privée...).

L'agence de SAN PEDRO, ayant débuté ses activités en juin 2017, constitue la première implantation de BBG CI en province, en l'occurrence dans la deuxième ville du pays en terme d'activité économique, qui recèle en outre de très fortes potentialités de développement.

Au niveau des infrastructures, on notera que BBG CI a acquis en cours d'année l'immeuble abritant son siège social et son agence principale, par rachat à son ancien propriétaire, la SCI GALAXIE.

L'année 2017 a été marquée par la poursuite des actions de réorganisation et de développement en cours et par la mise en œuvre de nouveaux « chantiers ».

Comme toutes les banques de la zone UEMOA, nous avons tout d'abord été confrontés à la réforme du Plan Comptable Bancaire et à la mise en conformité aux règles Bâle II et Bâle III, avec en particulier la création de systèmes de notation et de crédit scoring, destinés à optimiser l'approche risque et le niveau de fonds propres requis.

Nous avons également poursuivi et complété les missions de réorganisation interne menées avec l'assistance de BIAT Consulting, qui ont principalement concerné la Direction du Réseau et des Particuliers (DRP) et la Direction du Risque et du Juridique (DRJ).

Un projet d'envergure a été entrepris au cours de l'année, il s'agit de la révision de la stratégie commerciale fondée sur une nouvelle approche clientèle, en s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies. Notre organisation doit en effet être revue en intégrant le concept de digitalisation généralisée, tant au niveau de nos relations avec la clientèle qu'à celui de nos process internes de traitement et de gestion.

L'ampleur des travaux à accomplir nous a amenés à recourir à l'assistance de MCB Consulting, filiale de la première banque de l'île Maurice qui est déjà largement entrée dans l'ère de la digitalisation. Pour nous assurer toutes les chances de réussite, nous avons également créé une Direction spécifique pour ce projet, dirigée par un des membres du CODIR détaché de ses fonctions pour la circonstance et comprenant une équipe entièrement dédiée, à laquelle viendront s'adjoindre des renforts ponctuels de ressources internes ou externes.

En fonction de la durée prévisionnelle du projet, l'objectif final devrait être atteint dans le milieu de 2019, mais des réalisations intermédiaires seront déjà observées dans le courant de l'exercice 2018.

Le projet de mise en place d'un système de management de la qualité a été activement poursuivi. L'objectif d'obtention de la norme ISO 9001-2015 avant la fin de l'année 2017, n'a certes pas été atteint, mais un premier audit de certification a été réalisé et nous espérons que l'audit définitif nous décernera ce label avant la fin du premier semestre de 2018.

Nos ressources humaines continuent leur progression numérique avec un effectif total de 211 personnes au 31 décembre 2017.

Au cours de l'année, nous avons intégré 50 nouveaux collaborateurs et enregistré 21 départs. Ces derniers se répartissent en 4 licenciements (dont celui d'un membre du CODIR), 13 démissions et 4 affectations au sein du Groupe TEYLIOM (dans la structure de micro-finance).

Une partie significative de l'augmentation d'effectif correspond à la création de postes relatifs au projet stratégique en cours de développement. Il en est ainsi de nouveaux concepts créés (recherche de produits nouveaux, expérience client, pilotage des activités commerciales...) et de la réorganisation de la DRP par segments de marché.

La répartition de l'effectif par catégorie socioprofessionnelle est demeurée identique à celle de l'année précédente.

Le départ en cours d'année de l'ancien DRH a entravé la mise en place de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), comme prévu. Le projet a toutefois été repris par la nouvelle DRH et son avancement est désormais effectif.

Dans le courant du premier semestre, la BBG CI a fait l'objet d'une mission de vérification complète de la Commission Bancaire de l'UEMOA.

Dans le rapport adressé à la banque à la suite de son contrôle, la Commission Bancaire a relevé un certain nombre d'insuffisances donnant lieu à des recommandations concernant principalement l'organisation, la gouvernance et la qualité de quelques dossiers de crédit, sans qu'aucune sanction ou mesure disciplinaire ne soit retenue à ce titre.

Sous la supervision des Commissaires aux Comptes et du Comité d'Audit, le management de la banque a aussitôt entrepris de corriger les manquements relevés et à la fin de l'exercice plus de la moitié des recommandations avaient ainsi été satisfaites, les insuffisances restantes étant en cours de traitement en fonction des délais de réalisation des mesures correctrices.

S'agissant du portefeuille de crédits, le montant des provisions finalement exigées en accord avec les Commissaires aux Comptes, a été intégralement constitué dans les comptes de l'exercice 2017.

Il est à noter que pour satisfaire à la demande de la Commission Bancaire, notre organigramme a été révisé. La fonction conformité, constituant jusqu'à lors un service intégré au sein de la Direction Audit Contrôle et Conformité, a ainsi été directement rattachée à la Direction Générale ainsi que placée sous l'autorité du Comité d'Audit.

3.2 - Revue d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

En raison de certains éléments de notre environnement et de différents évènements, les activités de BBG CI ont connu aux cours des premiers mois de l'exercice une progression inférieure à nos attentes.

A la fin du premier semestre, des écarts budgétaires négatifs ont ainsi été enregistrés, tant au niveau des volumes d'activité, qu'en ce qui concerne la rentabilité.

L'ampleur de ces écarts nous a amenés à proposer une révision budgétaire au Conseil d'Administration, qui l'a approuvée.

Parallèlement, nous avons pris une série de mesures visant à corriger les tendances observées au cours du début de l'année et combler une partie des retards constatés.

Ces actions correctives se sont dans l'ensemble avérées efficaces, puisque dans la plupart des domaines, les performances du deuxième semestre ont sensiblement dépassé les objectifs révisés, en se rapprochant souvent des prévisions initiales.

Pour cette raison, les réalisations de l'exercice que nous présentons au Conseil d'Administration, seront uniquement évaluées par rapport au budget annuel initialement retenu pour l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, le bilan de la banque s'élève à FCFA 322 milliards, en augmentation de 35% par rapport à fin 2016 et en dépassement de 10,3% sur les prévisions budgétaires.

Ressources

Le total des ressources collectées auprès de la clientèle s'élève en fin d'exercice à FCFA 270 milliards, soit un niveau conforme au budget et en progression de 32% par rapport à fin 2016.

Une forte augmentation des dépôts ayant été enregistrée dans les derniers mois de l'exercice, l'évolution moyenne sur l'exercice est quelque peu différente avec une progression annuelle de 10,6%, mais à un niveau inférieur de 11,7% aux objectifs budgétaires.

La Direction Banque Entreprises (DBE) termine l'exercice avec un niveau de ressources dépassant globalement ses prévisions budgétaires de 20%.

La Direction Réseau et Particuliers (DRP) enregistre par contre un écart budgétaire négatif de 13% sur l'ensemble des dépôts collectés.

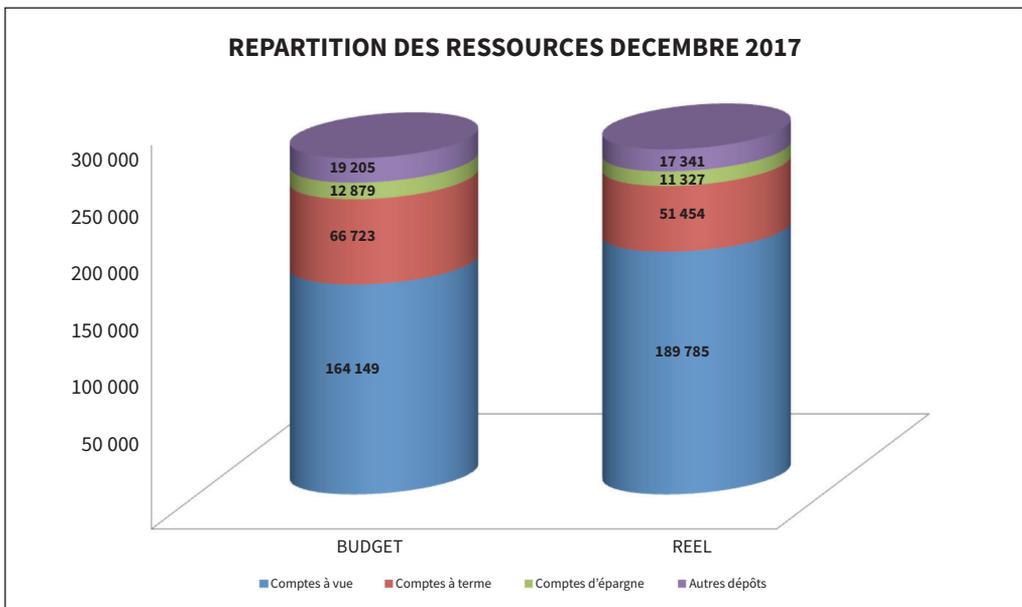
En limitant l'observation à la clientèle courante la DRP a connu une rétractation de sa part de collecte dans le total des ressources clientèle de la banque, avec un niveau de 54% (celle de la DBE s'élevant à 46%) contre des valeurs respectives de 60% et 40% pour les deux exercices précédents.

Dans le détail des différentes catégories de ressources, on observe que les dépôts à vue terminent l'exercice avec un dépassement de 15,6% sur le budget. Les comptes à vue de la clientèle courante se répartissent entre 55 % collectés par la DRP et 45% par la DBE.

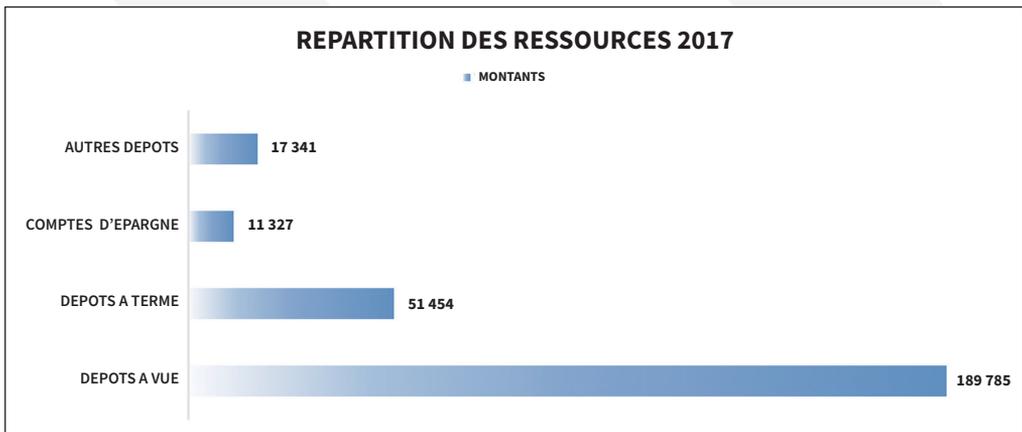
Les autres rubriques présentent des écarts budgétaires négatifs, tout en réalisant des progressions importantes sur l'année. Cela concerne les comptes à terme qui augmentent de 9%, mais accusent un gap de -23% sur le budget, en précisant que la progression s'est effectuée surtout sur la clientèle institutionnelle courante. Les comptes d'épargne ont accéléré leur progression (+26%), sans atteindre toutefois l'ambitieux objectif budgétaire qui leur avait été assigné.

Les autres dépôts ont progressé de 11% sur l'année, mais en affichant un écart négatif de 9,7% sur les prévisions, en raison notamment de l'évolution défavorable des crédits par signature qui alimentent en grande partie la constitution des dépôts.

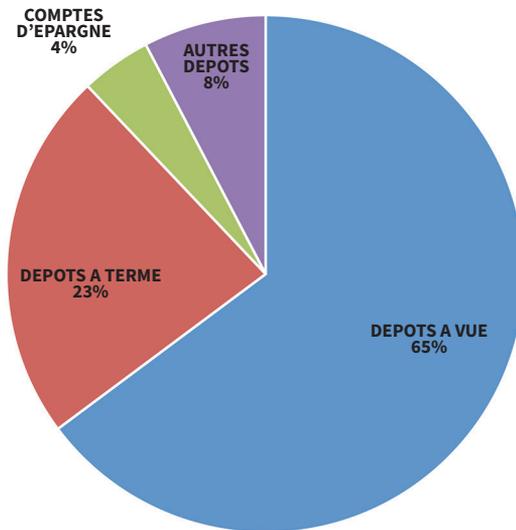
REPARTITION DES RESSOURCES DECEMBRE 2017



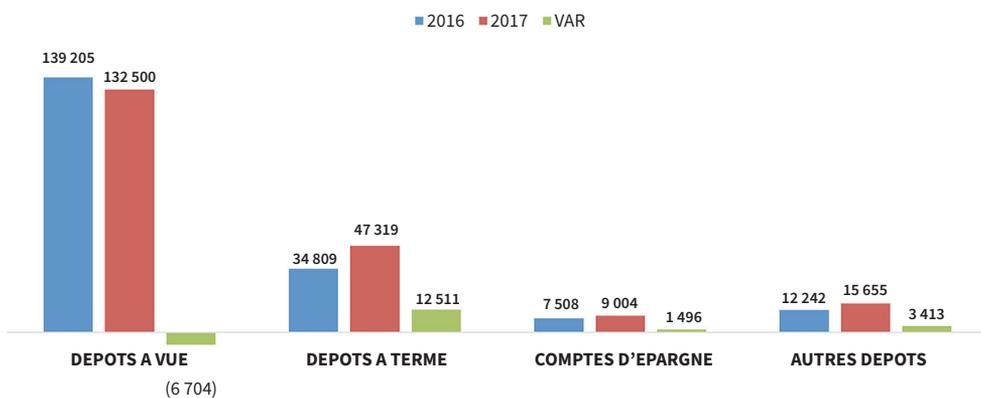
REPARTITION DES RESSOURCES 2017



REPARTITION DES RESSOURCES 2016

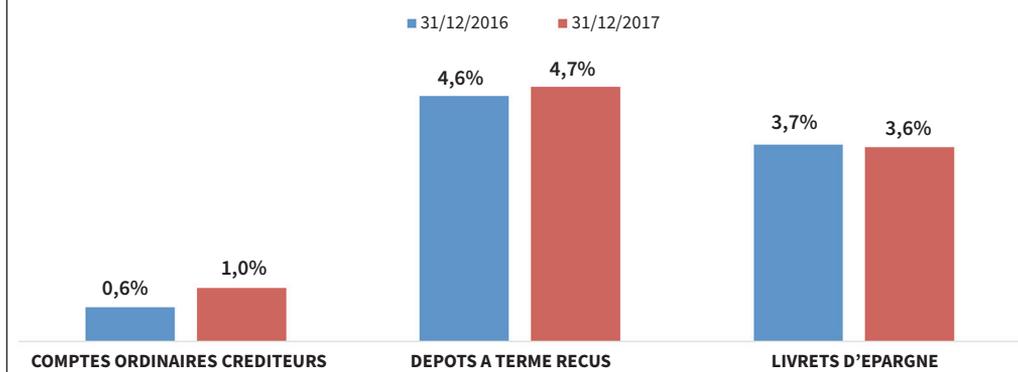


VAR RESSOURCES 2016-2017



Le taux est remonté à 1,96%, contre 1,51% pour l'année 2016, le budget ayant quant à lui anticipé un niveau de 1,87%.

COMPARAISON DES TAUX MOYENS SERVIS DECEMBRE 2016 vs DECEMBRE 2017



Compte tenu de la situation aisée de notre trésorerie, nous n'avons eu recours, pendant l'année 2017, à aucune ressource de type interbancaire, tant au niveau du refinancement auprès de la BCEAO que par emprunt auprès de confrères.

Deux précisions doivent être faites à ce niveau concernant la présence au passif de notre bilan de deux rubriques de « dettes interbancaires ».

Il s'agit tout d'abord d'un montant de FCFA 15 milliards figurant dans la rubrique des banques de l'UEMOA, qui représente pour FCFA 10 milliards le capital social d'une banque en création que ses actionnaires ont déposé en nos livres en attente de l'obtention de leur agrément et pour FCFA 5 milliards un dépôt d'une banque venant de débiter ses activités qui a été retiré au début de 2018.

On note également au niveau des banques étrangères un passif de FCFA 2.241 millions, correspondant à des ordres de virement transmis pour exécution à un correspondant bancaire étranger et dont la couverture en devises par la BCEAO était attendue avant la fin de l'année. Inopportunistement, cette couverture n'est parvenue au correspondant que dans premiers jours de janvier 2018 et en fin d'exercice le montant figure donc en nos livres comme engagement de notre part auprès de la banque étrangère.

Dans ces deux cas, il s'avère donc qu'il ne s'agit pas de dette effective.

Emplois

A l'instar des ressources, les crédits par décaissement accordés à la clientèle ont présenté en début d'exercice des écarts négatifs significatifs, avant de se redresser au cours du deuxième semestre pour rattraper pratiquement leur budget au 31 décembre 2017 (-1,2%), en ayant progressé de 41% par rapport à fin 2016. En encours moyens, un gap budgétaire de -6% est observé.

Les crédits de campagne, présentent au 31/12/2017 un écart sur les prévisions de -24% (FCFA 2,9 milliards), mais cela est dû à une prudence particulière observée sur certains clients dont le profil risque s'est dégradé en cours d'année, cette situation venant s'ajouter à une campagne cacao perturbée par l'évolution défavorable de ce produit. Ces financements s'inscrivent néanmoins en augmentation de 29% par rapport à la fin de l'exercice précédent.

L'escompte de papier commercial (concernant toujours essentiellement la DBE [94%] en fin d'exercice) a poursuivi sa progression (39% sur l'exercice) et dépasse les prévisions de 5,2%, ce qui a eu pour effet de conforter notre part de marché sur ce produit déjà conséquente (11,6% au 30 novembre 2017).

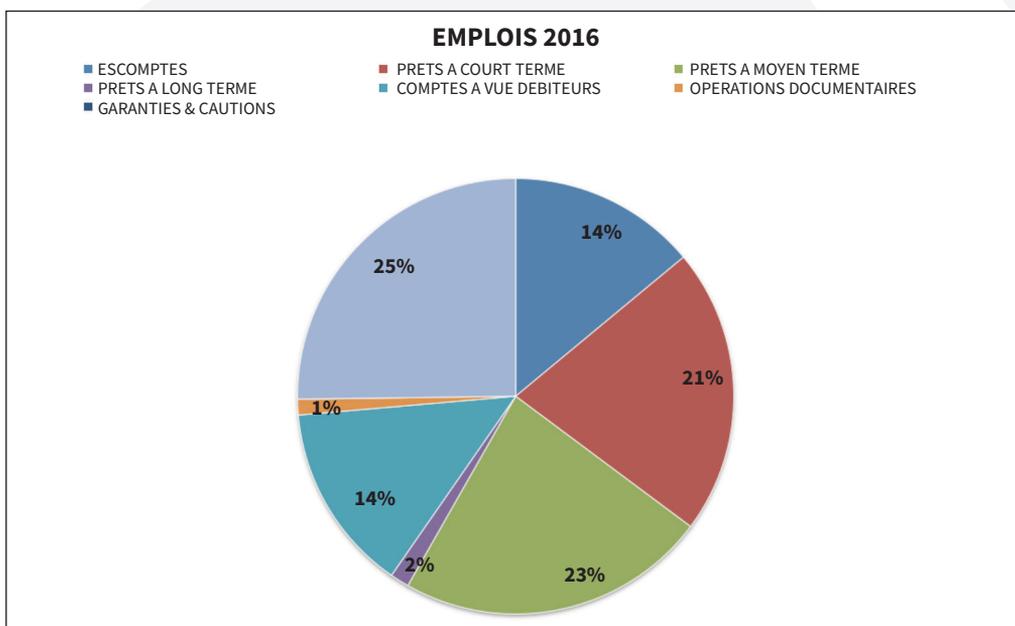
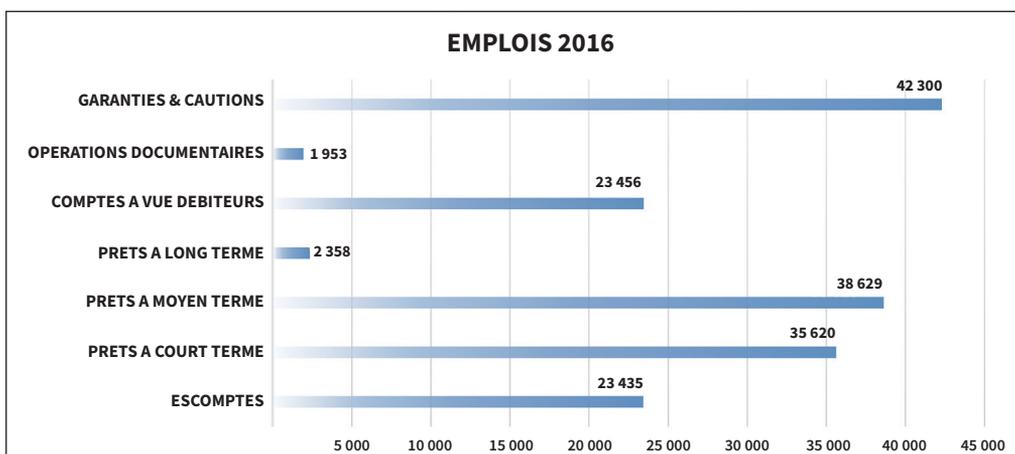
Les découverts ont augmenté 26% sur l'année sous l'impulsion principale de la DBE, tout en accusant un retard de 23,5% sur un budget très volontariste. Il faut préciser qu'une attention particulière a été portée sur ce type de concours en lui préférant chaque fois que possible des financements plus structurés permettant un meilleur suivi du risque. Par ailleurs, pour satisfaire à certains aspects prudeniels, nous avons été amenés en cours d'exercice à rembourser des encours de découverts par l'utilisation de dépôts nantis en nos livres qui en constituaient la garantie.

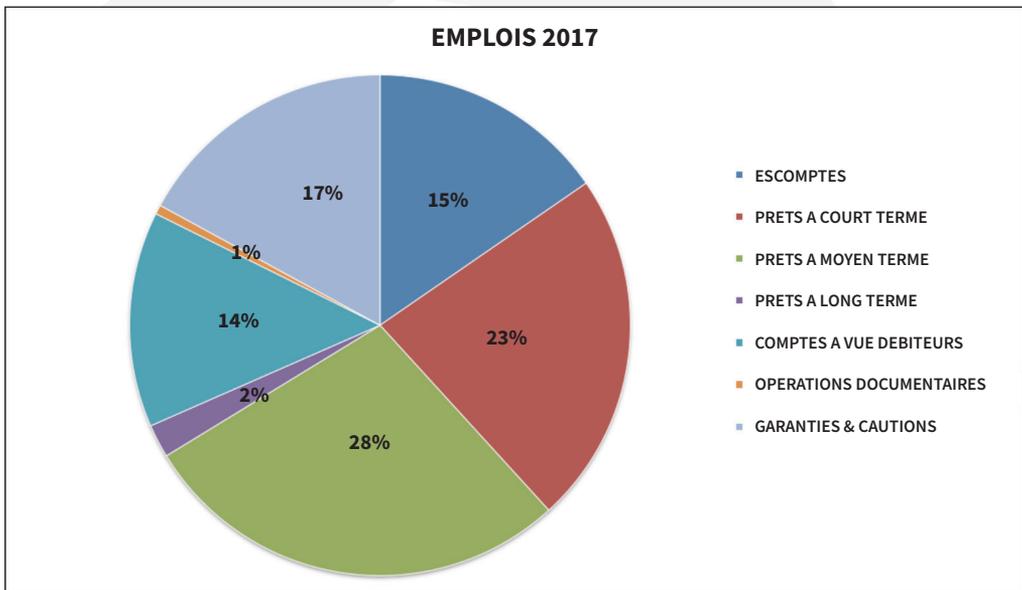
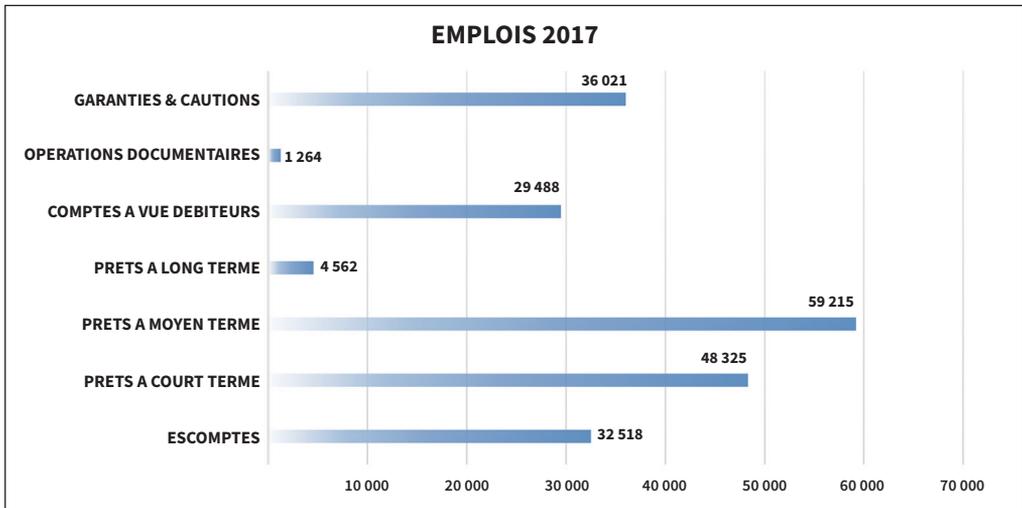
Les crédits à court terme (durée inférieure ou égale à deux ans), ont atteint leur objectif budgétaire (+1,3%), avec une progression de 37% en 2017. La part des entreprises dans l'utilisation des crédits à court terme se renforce et atteint 88% au 31 décembre 2017.

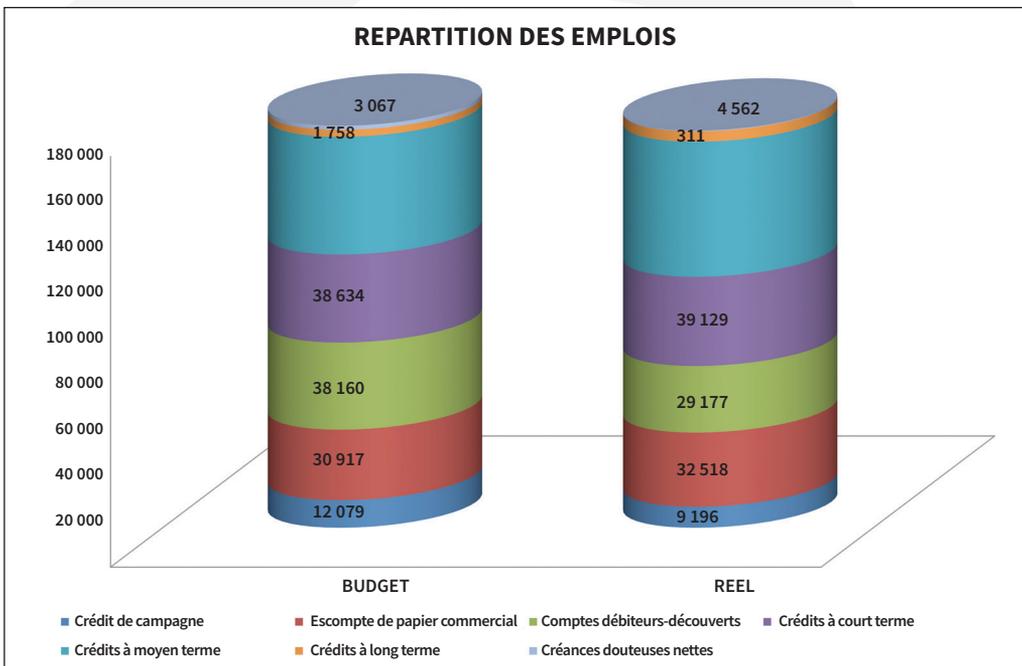
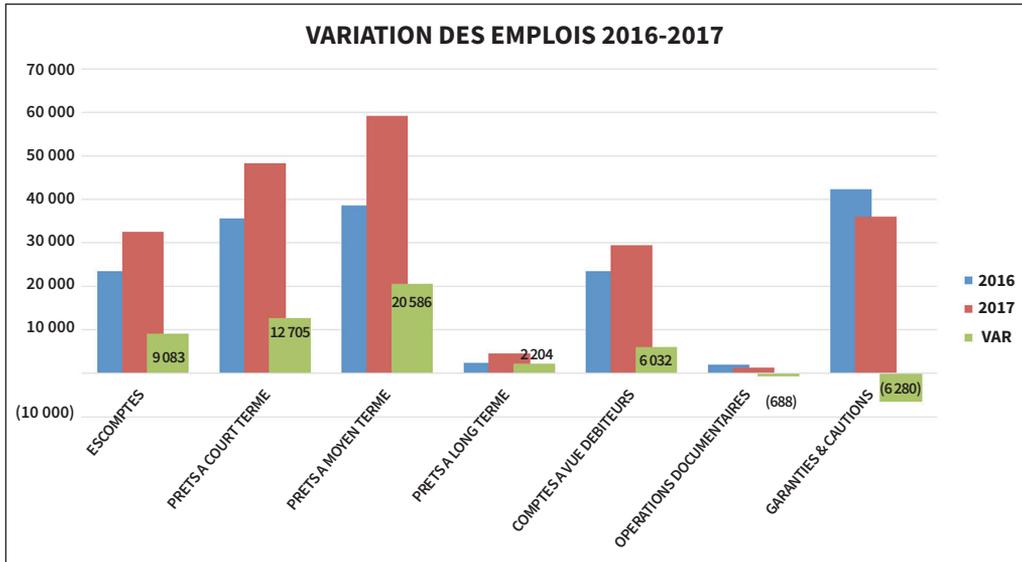
Les crédits à moyen terme (durée comprise entre deux et dix ans) ont, encore en 2017, fortement augmenté, avec un encours au 31/12/2017, supérieur de 53% à celui du début de l'exercice. Le renforcement de la part des entreprises dans ce type de concours constaté en 2016 s'est poursuivi, avec un niveau de 70% au 31/12/2017, contre 62% un an plus tôt. La DRP a néanmoins enregistré une hausse de 13% des prêts à moyen terme qu'elle distribue à la clientèle de particuliers et assimilés.

Les crédits à long terme (durée supérieure à 10 ans) poursuivent également la forte progression observée depuis le début de notre intervention dans ce domaine, avec un encours à fin 2017 supérieur de 93% à celui de fin 2016 et dépassant les objectifs budgétaires de près de 50%. Il faut noter cependant qu'en fin 2017 cette forme d'emploi ne constitue que 2,6% du total des crédits accordés à la clientèle. Ces prêts concernent essentiellement la clientèle de la DRP, qui représente plus de 95% des encours au 31/12/2017, et sont essentiellement constitués de prêts immobiliers à caractère hypothécaire.

Les créances douteuses nettes s'élèvent à FCFA 311 millions, pour une prévision budgétaire de FCFA 1.758 millions. Le taux de dégradation du portefeuille se situe fin 2017 à 8,77% contre 9,77% en fin 2016, avec un niveau de provisionnement de l'encours de créances douteuses se situant à 97,1%, contre 96,2 pour l'exercice précédent.







Comme cela est observé au niveau international, les taux débiteurs ont poursuivi au plan national la baisse amorcée depuis maintenant plusieurs années. La BBG CI n'a pas échappé à cette dégradation, que nous avons d'ailleurs en grande partie anticipé dans nos prévisions budgétaires.

En moyenne sur l'exercice 2017, le taux de rémunération de nos crédits par décaissement à la clientèle s'est situé à 9,1%, contre 9,5% en 2016 et une prévision pour l'exercice de 9,26%.

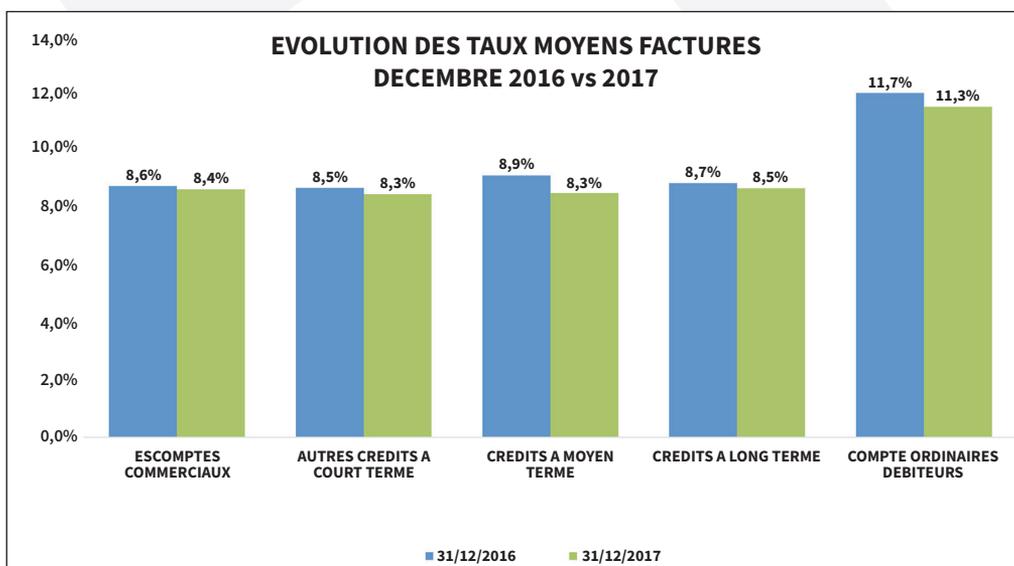
Toutes les catégories de crédit à la clientèle enregistrent des baisses de taux, d'un minimum de 0,2% avec une incidence plus forte sur les découverts (-0,4%) et surtout sur les crédits à moyen terme (-0,6%).

Contrairement à la tendance générale de la banque, les crédits par signature ont subi en 2017 une contre-performance. A la clôture de l'exercice, leur niveau est en recul de 25% par rapport à fin 2016, avec des encours moyens identiques pour les deux exercices.

Il faut signaler à ce stade que nous avons opté une attitude plus restrictive en matière d'octroi de certaines cautions douanières (crédit d'enlèvement notamment) à la suite d'une nouvelle exigence de l'Administration qui aboutit à porter l'engagement de la banque caution sensiblement au-delà du montant initialement souscrit. En conséquence, nous avons décidé de décliner la délivrance de ces cautions en douane pour tous les clients ne présentant pas un profil de risque de premier ordre ou une garantie satisfaisante.

Les crédits par signature demeurent le fait principal de la DBE, qui en concentre 91%.

On note par contre avec satisfaction que le niveau moyen de rémunération de ce type de financement est satisfaisant, puisque le taux pour 2017 est remonté à 2,66%, contre 2,3% l'année précédente et une prévision de 2,36% au budget.



La hausse de nos ressources se ressent sur nos emplois en trésorerie, qui progressent de 27% sur l'exercice et dépassent leur prévision budgétaire de 22,5%.

Les liquidités (encaisses et avoirs auprès de la BCEAO) sont globalement assez proches de nos prévisions, mais nos placements de trésorerie se situent à près de 40% au-dessus des projections budgétaires.

Il s'agit bien-sûr de l'utilisation des fonds collectés sur la clientèle institutionnelle, pour lesquels nous avons déjà indiqué avoir redéfini dans une certaine mesure les paramètres de leur volatilité, mais que nous sécurisons néanmoins en emplois susceptibles d'être remboursés ou mobilisés plus facilement que les concours à la clientèle.

Ces emplois sont constitués en parts approximativement égales, d'une part de Bons et Titres du Trésor, et d'autre part de prêts interbancaires ou constitution de dépôts à terme auprès de confrères locaux ou sous régionaux.

S'agissant des titres publics, leur niveau d'encours a connu une augmentation de 76% au cours de l'exercice avec, au 31 décembre 2017, un dépassement des prévisions budgétaires de 47%. Les souscriptions aux émissions ont parfois été couplées avec le remboursement de créances sur l'Etat préalablement rachetées par nous-mêmes auprès de leurs détenteurs initiaux, nous permettant ainsi de réaliser des opérations génératrices de substantielles commissions.

Nos interventions sur le marché interbancaire enregistrent quant à elles une augmentation de 19% sur l'exercice 2017, avec en fin de période un écart positif sur le budget de plus de 30%. Nous opérons toutefois une sélection effective des confrères demandeurs, ce qui nous a permis de ne rencontrer aucun incident de remboursement à ce niveau.

Conformément à nos objectifs budgétaires, la rentabilité globale de nos emplois de trésorerie rémunérés s'est légèrement appréciée, avec un taux moyen de 5,5%, contre 5,2% en 2016.

En conséquence des tensions rencontrées au niveau de la trésorerie en devises par l'ensemble des banques, nos avoirs détenus auprès des banques étrangères (hors zone UEMOA) se limitent au 31 décembre 2017 à FCFA un milliard, soit environ 50% de moins que leur niveau de fin 2016 et leur prévision au budget.

RENTABILITE

Produit en intérêts

En fonction de l'évolution des différents encours et des taux telle que décrite ci-dessus, notre activité d'intermédiation s'est révélée dans l'ensemble moins rentable en 2017 que ce qui avait été prévu.

Les intérêts perçus sur la clientèle enregistrent notamment un écart négatif de FCFA 1.120 millions (-8,1%) sur le budget, leur progression par rapport à l'exercice précédent (+10,9%) étant sensiblement inférieure à celle des encours moyens (+16,4%) en raison des baisses de taux enregistrées.

Un écart positif de 8,8% est observé sur les opérations de trésorerie, mais son montant de FCFA 253 millions ne peut toutefois compenser qu'une faible partie du retard subi sur les opérations de clientèle.

Le total des produits en intérêts de l'exercice s'élève ainsi à FCFA 15.773 millions, soit 5,2% en-dessous de l'objectif budgétaire.

La charge sur les fonds intermédiés n'est pratiquement constituée que des intérêts versés à notre clientèle (y compris les dépôts de banques en création), qui pour l'exercice sont pratiquement conformes à nos prévisions (+0,4%), malgré la hausse du taux de rémunération accordée à notre principal déposant à vue. Par rapport à 2016, leur progression s'élève toutefois à près de 50%.

De la conjonction de ces différents éléments résulte un produit net en intérêts de FCFA 11.380 millions, pour un budget de FCFA 12.256 millions (-7,1%).

Les évolutions respectives des taux d'intérêt moyens débiteurs et créditeurs ont constitué un « effet de ciseaux » préjudiciable à notre marge d'intérêt globale qui s'est réduite de 6,73% à 6,02%, entre 2016 et 2017.

Commissions

Fort heureusement les commissions et revenus divers ont par contre réalisé une bonne performance, en progressant de 29% par rapport à l'exercice précédent et en dépassant leur objectif de 6,5%.

L'observation des différents postes de cette catégorie de revenus fait ressortir des évolutions diverses. Les commissions sur comptes se maintiennent en première position et avec les commissions sur moyens de paiement qui sont également directement dépendantes du volume d'activité de la banque, elles affichent des taux de progression de l'ordre de 20%.

Le deuxième poste de la rubrique en termes de niveau de revenu est celui des commissions sur opérations en devises, qui a encore progressé en 2017 (de 40%) et termine l'année avec un dépassement de 18% sur l'objectif retenu. Le volume des opérations traitées n'ayant connu qu'une augmentation plus modeste (FCFA 93 milliards pour 2017, soit +15%), les résultats témoignent d'une maîtrise avérée d'un contexte pourtant très difficile.

Le revenu des crédits par signature a augmenté en 2017 de 10,8% par rapport à l'année précédente, mais l'évolution décevante de ces financements déjà évoquée se traduit par un écart budgétaire négatif de 11,4%.

Les frais de dossiers ont fortement progressé (80%), avec un produit annuel de FCFA 400 millions. Cette performance résulte en partie de l'activité dispensatrice de crédit, à laquelle sont venues s'ajouter des commissions sur crédits syndiqués, ainsi que le produit du financement des primes d'assurance que BBG CI est pratiquement seule à offrir et qui prend progressivement un volume conséquent.

Une mention particulière concerne les revenus « d'Investment Banking » qui ont atteint cette année FCFA 661 millions, pour une prévision de FCFA 120 millions. Il s'agit en pratique d'opérations de rachat avec décote de créances sur l'Etat de Côte d'Ivoire, dont nous organisons ultérieurement le recouvrement dans le cadre de souscriptions aux émissions de titres publics.

Au titre des contreperformances dans le domaine des commissions on relève, cette année encore, le transfert rapide d'argent dont les revenus, à FCFA 94 millions, s'inscrivent en baisse de 27% par rapport à 2016 et à 47% en-dessous du budget, ce qui repose sérieusement la question du maintien de ce produit dans notre gamme.

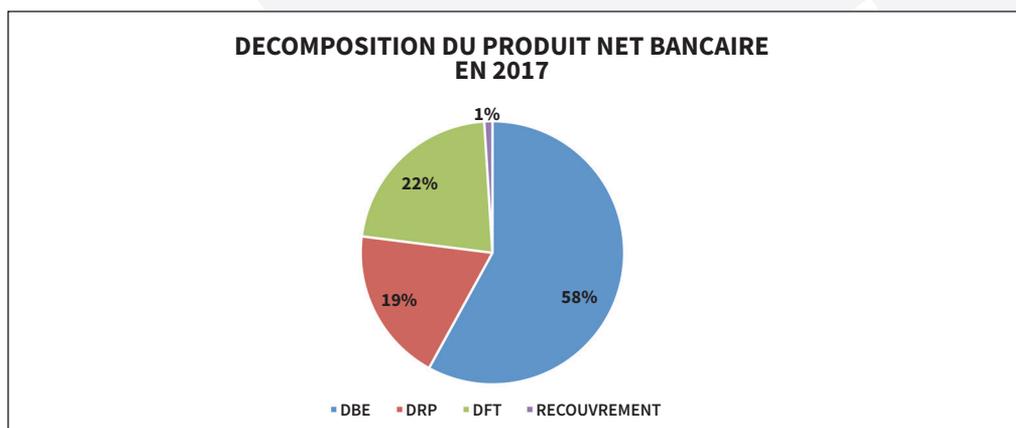
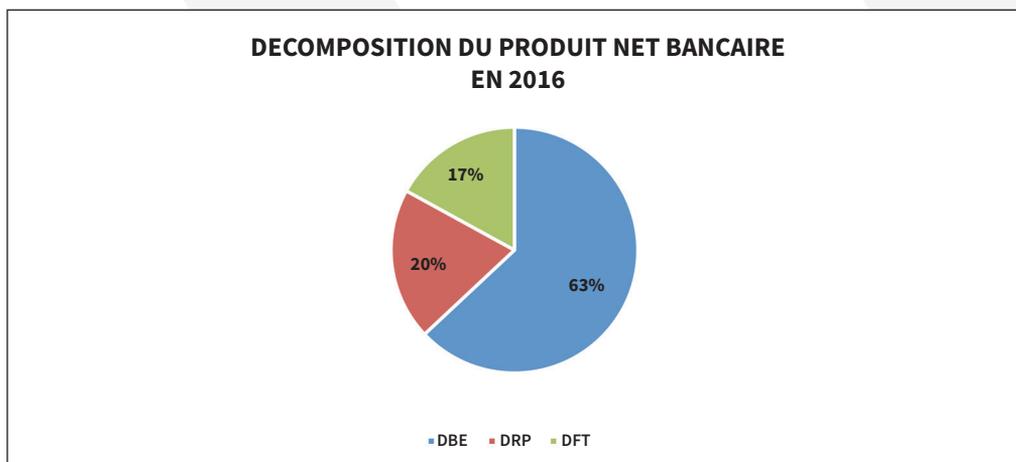
On note également que les revenus attendus de la conciergerie privée sont inexistantes, de même que ceux devant provenir des cartes bancaires prépayées, ces deux produits n'ayant pu être lancés en 2017 comme initialement programmé, pour des commissions estimées globalement à FCFA 342 millions.

Grâce à ces performances, la part des commissions dans l'ensemble des revenus de la banque qui avait régressé en 2016, retrouve cette année leur niveau antérieur de 30%, permettant la couverture des charges de personnel et de près de 40% des autres frais généraux.

Produit Net Bancaire

Le produit net bancaire (PNB) de l'année 2017 s'élève à FCFA 18.036 millions, en progression de 10,5% par rapport à 2016, mais avec un écart négatif de 2,5% sur le budget.

La répartition de ce PNB entre les différents centres de profit s'établit comme suit :



Charges d'exploitation

Parmi les différentes mesures prises dans le courant de l'exercice dans le but d'améliorer la rentabilité de la banque et en complément de celles concernant les activités commerciales génératrices de revenus, une attention particulière a été portée aux charges de fonctionnement.

S'agissant des frais de personnel, l'opportunité de certains recrutements a été reconsidérée et d'autres ont été différés. Ceci nous a permis de contenir ce poste dans son enveloppe budgétaire (-2,2% soit une économie de FCFA 109 millions), malgré la création en cours d'exercice de plusieurs postes non budgétisés, notamment ceux en relation avec le développement stratégique en cours de déploiement.

Pour ce qui concerne les autres frais généraux, nous avons mandaté le cabinet EY pour diligenter une mission d'optimisation de ces derniers. Les conclusions de cet audit, obtenues en milieu d'année, nous ont ouvert des voies pour la réduction de nos charges dans plusieurs domaines.

Bien que l'élaboration et la mise en œuvre des mesures appropriées aient demandé un certain délai, leur incidence sur les résultats de l'exercice 2017 est déjà significative.

L'économie la plus importante ne résulte toutefois pas de cette mission, puisqu'il s'agit des loyers qui sont inférieurs de 48% au budget, soit une réduction de FCFA 398 millions, à la suite du rachat de notre immeuble qui a annulé les loyers correspondants sur un peu plus de la moitié de l'année.

Une autre diminution de charges considérable se situe au niveau des frais de publicité, avec une économie de FCFA 204 millions, soit 44% de moins que prévu, fruit d'une redéfinition de notre politique de communication avec l'abandon d'actions dont les retombées ne semblaient pas avérées.

Sur bon nombre d'autres postes également, des écarts favorables ont été obtenus, à la suite des mesures d'optimisation adoptées. Le plus emblématique est sans doute celui des « achats et fournitures » avec 26,5% d'économie budgétaire, soit FCFA 137 millions, suivi des « entretiens et réparations », des frais de transport, de télécommunications, assurances...

Quelques dépassements de charges ont néanmoins été enregistrés, elles concernent essentiellement les dépenses liées aux missions, actions et projets stratégiques et de mise en conformité aux nouvelles normes réglementaires, ainsi qu'à la réalisation de l'audit des frais généraux. Ces surcroûts de charges se situent dans les postes des « autres services extérieurs » et « honoraires ».

Les « charges diverses d'exploitation » présentent un dépassement de FCFA 25 millions, consécutif à la modification du mode de rémunération des Administrateurs Membres des différents Comités.

Les impôts et taxes ont également dépassé leurs prévisions de FCFA 16 millions, en raison de l'élargissement de l'assiette de notre imposition foncière.

Globalement et malgré l'incidence des dépenses imprévues, les frais généraux (hors personnel) présentent un écart budgétaire favorable de 16,4%. Comparés à l'exercice 2016, nous enregistrons une diminution de ces charges de 4,2%, en dépit de l'augmentation de nos activités, ceci confirmant la pertinence et l'efficacité des mesures de restriction adoptées.

Concernant les amortissements de l'exercice, il apparaît que ceux pratiqués sur les immobilisations courantes de la banque ont été inférieurs à nos prévisions à la suite du décalage dans la réalisation et du report de certains investissements. Par contre, l'entrée dans notre patrimoine immobilier de l'immeuble du siège a généré une charge importante à ce niveau. La conjugaison de ces deux paramètres aux effets inversés résulte en un niveau d'amortissement de FCFA 1.705 millions pour l'année 2017, en dépassement de FCFA 81 millions (5,5%) sur le budget.

Le coefficient d'exploitation de l'exercice (total des frais de fonctionnement et des amortissements rapporté au PNB) ressort à 60,2%, contre 60,6% en 2016, soit un niveau sensiblement inférieur à la prévision au budget (63%), en raison des économies réalisées sur les charges.

Le montant brut des provisions pour créances douteuses s'élève à FCFA 2.790 millions pour l'exercice, pour une dotation budgétisée de FCFA 1.806 millions.

Le provisionnement de l'exercice 2017 a notamment pris en compte les exigences de la Commission Bancaire, avec constitution de l'intégralité des provisions demandées.

Les reprises de provisions ont atteint FCFA 1.152 millions pour un budget de FCFA 800 millions et en conséquence la dotation nette aux provisions de l'exercice représente FCFA 1.638 millions, pour une prévision de FCFA 1 000 millions.

Le coût net du risque (dotations provision nette/PNB) se situe en 2017 à 9,1% contre 11,9 % en 2016.

La provision pour FRBG a été dotée pour un montant de FCFA 290 millions conforme budget.

Les espaces occupés par des locataires au sein de l'immeuble dont nous sommes devenus propriétaires ont constitué des produits « hors activité ordinaire » qui s'élèvent pour l'exercice à FCFA 183 millions.

Après une imposition de FCFA 1.209 millions, l'exercice 2017 se termine par un bénéfice net de 4.311 millions, en augmentation de 30% par rapport à 2016 et pour une prévision de FCFA 4.037 millions.

3.3 – Conclusion et Perspectives

En 2017, la BBG CI a atteint ses objectifs en termes de croissance et de rentabilité, dans un environnement très concurrentiel et marqué de contraintes multiples.

Bien que les statistiques du secteur bancaire ne soient pas encore disponibles sur la totalité de l'année, la progression des ressources collectées sur la clientèle courante a manifestement répondu à l'objectif de croissance supérieure de 20% à celle de l'ensemble du marché bancaire.

En matière de rentabilité, le ROE (sur fonds propres incluant le résultat de l'exercice) s'élève à 24%.

Le paramètre le plus pénalisant a résidé, cette année encore, dans l'évolution des taux à la clientèle qui concerne surtout la rémunération des concours, en réduction régulière sur marché ivoirien et sous régional, mais aussi l'augmentation du coût de nos ressources dû à la typologie de ces dernières et aux pressions de la concurrence sur nos segments de marché. Ces évolutions ont créé un « effet de ciseaux » qui se traduit par une progression de notre rentabilité commerciale à un rythme sensiblement inférieur à celui du développement de nos activités.

La pression concurrentielle en matière de tarification s'exerce aussi au niveau des commissions, notamment celles perçues sur les transactions en devises, les frais divers sur comptes et opérations courantes...

Comme déjà mentionné, nous avons au cours de l'année 2017 exercé une forte pression sur les charges d'exploitation, de façon à réagir à l'évolution de nos paramètres de rentabilité. L'acquisition de l'immeuble influe sensiblement sur certaines rubriques telles que le coefficient d'exploitation par exemple, mais de façon globale cette opération se révélera à moyen terme extrêmement profitable à la banque et, dès à présent, elle conforte notre bilan par la présence dans nos actifs d'un patrimoine immobilisé conséquent. Ceci constitue un élément de valorisation intéressant d'un point de vue externe (dans la perspective d'une introduction en bourse par exemple ou encore vis-à-vis de nos partenaires étrangers), mais également en interne dans la mesure où les actifs immobiliers ont un effet bénéfique dans le cadre des nouvelles règles prudentielles.

S'agissant de ce nouveau dispositif prudentiel, sa mise en application devrait amener les banques de la sous-région à réviser leur politique à l'égard de la clientèle, avec l'espoir de voir s'arrêter, voire se retourner, la baisse des taux débiteurs observée ces dernières années.

Dans le domaine concurrentiel, il nous faut citer l'arrivée de nouveaux compétiteurs dont notamment les émetteurs de monnaie électronique, qui affichent un volume d'activité progressant de façon exponentielle et dépassant désormais parfois celui des banques classiques.

L'avenir économique et bancaire de notre sous-région pourrait également être marqué par la création d'une monnaie unique, qui peut paraître encore théorique, mais que les Chefs d'Etats d'Afrique de l'Ouest ont récemment décidé de concrétiser dans les très prochaines années. Cet événement représentera un véritable bouleversement des relations économiques entre les différents pays concernés et de l'activité bancaire dans la nouvelle zone communautaire.

A la lumière des évolutions observées et prévisibles, la BBG CI a, au cours de l'année 2017, examiné son plan stratégique et décidé de le réviser, sans pour autant remettre en cause sa vocation à intervenir comme une banque généraliste, mais concentrant ses activités sur des segments de clientèle ciblés auxquels elle tente d'apporter des solutions appropriées et innovantes.

La révision a donc essentiellement porté sur l'approche commerciale qui sera désormais orientée prioritairement sur le client, la formule habituelle étant davantage axée sur les produits.

La digitalisation est un des éléments majeurs de notre réforme stratégique. En effet et comme dans de nombreux secteurs économiques de même que dans la vie quotidienne, ce concept prend une place grandissante en devenant progressivement incontournable. Dans le domaine bancaire, il va bouleverser de nombreux concepts tels que notamment la configuration du réseau d'agences, les modes de relation avec la clientèle et la cartographie des emplois bancaires, tout en observant que la digitalisation ne se limite pas à ses aspects commerciaux, les plus apparents, mais doit pour être réellement efficace s'étendre à l'ensemble des process internes de la banque concernant le back office, les traitements opérationnels, l'étude des dossiers, la gestion des ressources humaines...

Pour la BBG CI, l'objectif poursuivi est d'accélérer le déroulement de son business plan quinquennal, dont les réalisations devraient connaître une avance de trois ans sur le planning initial, et ceci avec une croissance du réseau sensiblement inférieure. En tenant compte du coût élevé de l'implantation des agences, on peut ainsi considérer que les importants investissements humains et financiers que cette révision stratégique impose dans l'immédiat, seront largement et assez rapidement compensés par les réductions d'immobilisations et de charges à ce niveau. Nous pourrions alors bénéficier pleinement des nouvelles sources de revenus générées par notre développement commercial.

Il est vrai que l'ensemble du secteur bancaire régional, en s'inspirant de l'évolution observée dans l'activité bancaire des pays développés, a mis en œuvre des stratégies de digitalisation, avec pour certaines banques l'appui de leur groupe, mais nous pouvons espérer que la mise en œuvre rapide de notre projet et l'importance que nous lui accordons, nous permettra de figurer parmi les premières banques de la place offrant une approche innovante, notamment dans les segments de clientèle.

4. PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la Bridge Bank Group Côte d'Ivoire ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union et Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

4.1 - Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et charges assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

4.2 - Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

4.3 - Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues. La banque applique notamment les dispositions de l'instruction n° 94-05 (remaniées le 5 janvier 2000) du PCB, relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance.

4.4 - Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de la BBG CI vis-à-vis de ses salariés au titre des indemnités de départ à la retraite résultant des dispositions de la convention collective interprofessionnelle de Côte d'Ivoire ne sont constatés en charge qu'au moment du départ à la retraite des agents concernés. La provision pour indemnités de départ à la retraite n'est donc pas intégralement retranscrite en comptabilité. Le passif social de la Banque, évalué selon la méthode actuarielle conformément à la norme IAS 19, s'élève à FCFA 93 millions au 31 décembre 2017.

5. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2017

5.1 - Bilan & Hors-Bilan au 31 Décembre 2017

B I L A N (en millions de F CFA)		
ACTIF	MONTANTS NETS	
	Exercice 2016	Exercice 2017
CAISSE	2 039	2 788
CREANCES INTERBANCAIRES	63 341	69 583
- A vue	36 209	38 187
- Banques Centrales	31 109	33 210
- Trésor Public	2 859	0
- Autres établissements de crédit	2 241	4 976
- A terme	27 132	31 396
CREANCES SUR LA CLIENTELE	123 499	174 106
-Portefeuille d'effets commerciaux	23 073	32 515
- Crédits de campagne	0	0
- Crédits ordinaires	23 073	32 515
Autres concours à la clientèle	77 321	112 414
- Crédits de campagne	7 131	9 196
- Crédits ordinaires	70 190	103 218
Comptes ordinaires débiteurs	23 104	29 177
Affacturage	0	0
TITRES DE PLACEMENT	21 126	36 720
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	398	374
CREDIT-BAIL	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	428	418
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 506	12 623
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
AUTRES ACTIFS	24 120	24 847
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	2 167	664
TOTAL DE L'ACTIF	241 623	322 123

B I L A N
(en millions de F CFA)

PASSIF	MONTANTS NETS	
	Exercice 2016	Exercice 2017
DETTE INTERBANCAIRES	5 355	17 505
- A vue	5 355	12 294
- Trésor Public, CCP	0	0
- Autres établissements de crédit	5 355	12 294
- A terme	0	5 211
DETTE A L'EGARD DE LA CLIENTELE	204 478	269 908
- Comptes d'épargne à vue	9 004	11 327
- Comptes d'épargne à terme	0	0
- Bons de caisse	0	0
- Autres dettes à vue	136 331	192 116
- Autres dettes à terme	59 143	66 464
DETTE REPRESENTEE PAR UN TITRE	0	0
AUTRES PASSIFS	14 191	15 207
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	2 134	2 027
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	173	86
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
COMPTES BLOQUES D'ACTIONNAIRES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	1 257	1 543
PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
RESERVES	722	1 219
ECART DE REEVALUATION	0	0
CAPITAL	10 000	10 000
REPORT A NOUVEAU (+/-)	0	317
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 314	4 312
TOTAL DU PASSIF	241 623	322 123

HORS BILAN	MONTANTS NETS	
	Exercice 2016	Exercice 2017
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 953	1 264
En faveur d'établissements de crédit	0	0
En faveur de la clientèle	1 953	1 264
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	42 300	36 425
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
D'ordre de la clientèle	42 300	36 425
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	131 464	258 940
Reçus d'établissements de crédit	5 400	3 793
Reçus de la clientèle		126 064
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

5.2 - Compte d'exploitation au 31 décembre 2017

COMPTE DE RESULTAT (en tableau) (en millions de F CFA)		
PRODUIT	MONTANTS NETS	
	Exercice 2016	Exercice 2017
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	12 946	14 356
- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	1 529	1 698
- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	11 417	12 657
- Produits et profits sur prêts et titres émis subordonnés	0	0
- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
COMMISSIONS	4 075	4 874
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	2 113	2 693
- Produits sur titres de placement	1 159	1 418
- Dividendes et produits assimilés	0	0
- Produits sur opérations de change	28	255
- Produits sur opérations de hors bilan	926	1 021
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	427	773
MARGES COMMERCIALES	0	0
VENTES DE MARCHANDISES	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	88	148
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
SOLDE EN CORRECTION DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS		
POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25	218
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1	0
PERTE DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	19 675	23 062

**COMPTE DE RESULTAT (en tableau)
(en millions de F CFA)**

CHARGES	MONTANTS NETS	
	Exercice 2016	Exercice 2017
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 948	4 393
- Intérêts et charges assimilée sur dettes interbancaires	3	175
- Intérêts et charges assimilées sur dettes à de la clientèle	2 945	4 218
- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
COMMISSIONS	341	327
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
- Charges sur titres de placement	0	0
- Charges sur opérations de change	0	0
- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	35	54
ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
STOCKS VENDUS	0	0
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	8 833	9 198
- Frais de personnel	3 719	4 303
- Autres frais généraux	5 114	4 895
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 150	1 705
SOLDE EN PERTE DE CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	1 981	1 638
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	254	201
CHARGES EXCEPTIONNELLES	16	19
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	8	7
IMPOT SUR LE BENEFICE	796	1 209
BENEFICE DE L'EXERCICE	3 314	4 312
TOTAL	19 675	23 062



BRIDGE BANK GROUP
CÔTE D'IVOIRE

BRIDGEBANKGROUP CI - IMMEUBLE TEYLIOM - PLATEAU, 33 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
01 B.P.13002 ABIDJAN 01 - Tel: +225 20 25 85 85 - Fax: +225 20 25 85 99 - WWW.BRIDGEBANKGROUP.COM